

le peuple de ce pays, ainsi que nous le savons et que tous les honorables députés le savent.

Abordons maintenant la question du chômage. Je l'ai dit tout à l'heure, le problème du chômage n'est pas nouveau dans notre pays. Il y a déjà près de neuf ans que ce problème est devenu sérieux. Il ne l'a jamais été autant que lorsque mes honorables amis de la gauche étaient au pouvoir. C'est encore un problème difficile, compliqué et déconcertant. Pourquoi? Parce que c'est un problème international. Ce n'est pas un problème particulier à la ville d'Ottawa, ou un problème particulier à la province d'Ontario, ou un problème particulier au Canada. C'est un problème qui s'est posé dans tous les pays du monde, ces années-ci—et pourquoi? A cause des principes que l'on fait prévaloir dans certaines parties du monde, ces principes de nationalisme économique qui, au lieu de rapprocher les nations et de leur faciliter les échanges commerciaux, les isolent, comme je viens de le dire, en compartiments où leurs relations mutuelles sont réduites à une faible marge, et dans lesquels la réduction du commerce mondial entraîne une inévitable réduction de l'emploi. Dans beaucoup de pays du vieux monde, le problème a été résolu en apparence, dans une certaine mesure; mais quand on se demande comment la solution a été obtenue, on commence à comprendre pourquoi le problème n'a pas été tout à fait aussi facile à résoudre de la même manière au Canada.

Prenez les pays d'Europe qui ont aujourd'hui un grand nombre d'hommes au travail—prenez n'importe lequel d'entre eux, si vous voulez—et posez-vous cette question: Combien de gens seraient-ils au travail dans ces pays s'ils n'étaient pas employés à fabriquer des armes ou des munitions, s'ils n'étaient pas enrégimentés dans les armées, ou s'ils ne passaient pas leur temps à construire des fortifications, s'ils ne travaillaient pas à des préparatifs de guerre. Posez-vous ces questions, et vous comprendrez pourquoi le parti travailliste est ce qu'il est aujourd'hui dans le monde et ce qu'il est aujourd'hui dans ce pays. Ces hommes sont employés par des industries de guerre, et peut-être, dans certains pays, dans des intentions agressives. Il ne m'appartient pas de dire si c'est le cas ou non. Chacun de nous jugera par lui-même. Mais quel a été le résultat? Le résultat a été que cette manière de résoudre le problème du chômage a obligé d'autres nations à se mettre en ligne et à faire la même chose. Il y a une vieille loi qui s'applique aux métaux précieux, et qui est connue sous le nom de loi de Gresham, et d'après laquelle, si deux métaux sont mis en circulation en même temps, l'un com-

mun et l'autre pur, le commun finira par chasser le pur de la circulation. Le métal pur est caché ou fondu et utilisé dans les arts, et le métal commun circule. Je crois que cela n'est qu'une partie d'une plus grande loi, celle de concurrence, et qui s'applique à la conduite des nations et des hommes aussi bien qu'à la circulation des métaux précieux. Différentes nations commencent à s'armer, essaient de s'imposer par la force et en répandant la crainte dans le monde; il est alors inévitable que d'autres nations commencent à se protéger contre cela, et lorsqu'elles commencent à se protéger contre les dangers de guerre, elles se trouvent entraînées dans cette course aux armements. Elles aussi trouvent nécessaire d'enrôler des hommes en grand nombre, et nous voyons les résultats. Et quels sont-ils?

Examinez les états financiers de la Grande-Bretagne aujourd'hui. Consultez les états financiers des Etats-Unis aujourd'hui, et voyez quelle proportion du revenu national est absorbée par les armements ou les munitions de guerre, et l'entraînement des hommes en vue de la guerre. Cela a produit un autre effet. Cela a enlevé des capitaux aux industries productives pour les placer dans les industries improductives, avec ce résultat qu'il reste beaucoup moins de capitaux à placer dans tout ce qui est d'une nature productive.

Mais cela a produit un effet encore plus fâcheux. Cela a contribué à empêcher le placement des capitaux. Cela a produit un effet paralysant sur le placement des capitaux. Telle est, plus que toute autre chose, la situation de ce pays et d'autres pays aujourd'hui. On ne veut pas sortir son argent pour le placer dans les différentes industries. On retire ses capitaux de l'industrie. Demandez au ministre des Finances (M. Dunning), qui est ici ce soir, quelle proportion du capital est placée aujourd'hui en valeurs d'Etat, à faible taux d'intérêt, en comparaison de ce qui se faisait autrefois. Cela a privé l'industrie manufacturière, et nos industries primaires, et les autres, du capital dont elles ont besoin. Pourquoi cela? Les gens sont paralysés par la crainte de perdre leurs économies, et ils ne les placent pas dans des entreprises de production.

On ne peut pas augmenter la production, on ne peut améliorer les moyens d'existence des hommes ni en cessant de placer des capitaux ni en cessant de travailler. Le travail et le capital sont tous deux nécessaires à la production, et ce qui paralyse l'un se trouve à paralyser l'autre et à nuire à l'efficacité de la production. Il est bon de ne pas perdre de vue cette vérité. C'est à cette paralysie née de la crainte, et qui s'est répandue de nos jours dans tous les pays, que l'on doit attribuer, plus qu'à toute

[Le très hon. Mackenzie King.]